



La Commune



Chronique d'une défaite annoncée

Editorial

Le Monde du 24 mars soulignait : " *parce qu'ils traversent chacun des grands sujets de gouvernement, certains sujets (d'accord ou de désaccord) échappent au clivage droite-gauche* " et de citer, parmi eux, l'Europe, la laïcité, les retraites, la Sécurité sociale ... à la lecture de ce quotidien, fervent partisan de Ségolène Royal, à l'écoute des interviews et autres propos de la candidate, on trouve les raisons de la défaite de celle-ci, une défaite dont elle est la principale, mais pas la seule, responsable.

Le 29 mai 2005, le projet de Constitution européenne soutenu par l'UMP, l'UDF et le PS était rejeté avec 55 % de non. Ce vote est un vote sans appel contre le chômage, les bas salaires, la précarité et la liquidation des services publics. Un " *Mai 68 dans les urnes* " écrivait Roland Cayrol, directeur de l'institut CSA, dans les colonnes du *Parisien*. Sarkozy et Royal avaient appelé à voter oui. Alors que, par leur vote, les salariés de ce pays ont clairement affirmé leur volonté de rupture avec la politique des capitalistes, des banquiers et du Medef, conduite par Bruxelles et Chirac, que propose Ségolène Royal le 17 janvier 2007 ? " *Le peuple français sera à nouveau saisi par référendum en 2009* " afin de sortir de " *l'impasse institutionnelle* " provoquée par le non français et néerlandais du printemps 2005.

Cette victoire politique du 29 mai démontre, et de quelle manière, que les salariés n'ont pas été défaits en mai-juin 2003, lorsque Raffarin, grâce à la trahison des directions syndicales, a fait passer la loi Fillon sur " *la réforme* " des retraites et de l'assurance maladie. Venu le moment de l'élection présidentielle, pour la candidate Ségolène Royal, il n'est pas question d'abroger purement et simplement la loi Fillon et de revenir aux 37,5 années de cotisations pour prendre sa retraite à taux plein. Elle propose un " *autre financement* " des retraites, non plus par répartition solidaire, mais par " *un fonds de pension collectif* " : " *Lorsque les socialistes étaient au gouvernement, nous avons mis en place un fonds de réserve des retraites, qui compte aujourd'hui 31 milliards d'euros à son actif [...]. Le Fonds de réserve des retraites est une sorte de fonds de pension collectif, et c'est la manière dont j'envisage le financement des retraites aujourd'hui* ".

Quant au problème de l'emploi : précarité et subventions aux " *entreprises* ". il suffisait de lire le site de son comité de soutien de Loire-Atlantique présidé par J.-M. Ayrault, responsable du groupe parlementaire PS, pour le constater : " *le droit au premier emploi des jeunes pour qu'aucun jeune ne reste au chômage au-delà de six mois sans avoir un accès à une formation, un emploi aidé ou un tutorat rémunérés, l'offre de 500 000 emplois tremplins pour les jeunes, une mesure qui fonctionne aujourd'hui dans les Régions de gauche, l'appui aux petites et moyennes entreprises qui aujourd'hui créent de l'emploi* ". Aux jeunes qui se sont battus et ont gagné contre le CPE de Villepin, que propose Royal ? Le CPC, son frère jumeau.

Tournant résolument le dos aux combats menés par les salariés et la jeunesse entre 2002 et 2007, contre la loi Fillon en 2003, contre la Constitution européenne en 2005, contre le CPE en 2006, Ségolène Royal devancée de 2 192 489 voix par Nicolas Sarkozy élu avec 53,06 % des voix, et un taux de participation le plus élevé depuis la naissance de la Ve République, est responsable de sa propre défaite.

La défaite de Ségolène Royal est celle de tous ceux qui veulent aménager le capitalisme, qui ne connaissent d'autre Europe que celle de Bruxelles et de Maastricht.

Modifié le mercredi 09 mai 2007

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
